



Nous avons besoin d'une politique agricole plus flexible et productive - De Castro

La Politique agricole commune (PAC) est l'une des politiques européennes les plus importantes, d'un point de vue historique et budgétaire. La discussion sur la réforme de la PAC n'est pas seulement importante pour les agriculteurs mais aussi pour tous les citoyens européens car elle porte sur le défi de la sécurité alimentaire. C'est ce que nous a expliqué le président de la commission de l'agriculture, Paolo De Castro, en vue des négociations sur la nouvelle PAC pour 2014-2020.

Le plus grand défi pour les agriculteurs européens sera de « *produire plus, mais de moins polluer* », a expliqué l'Italien Paolo De Casto (Socialistes et démocrates). Il a souligné l'importance d'avoir un budget fiable pour la politique agricole afin de relever le défi de l'approvisionnement alimentaire.

Il a aussi mentionné que le budget de la Politique agricole commune, représentant 40 % du budget total de l'Union européenne, est actuellement faible comparé à d'autres régions du monde. « *Il y a deux millions d'agriculteurs aux Etats-Unis et leur budget est deux fois plus important que celui de l'Europe. Nous avons dix millions d'agriculteurs et nous avons gardé le même budget pour les 27 Etats membres que pour celui des 15 Etats membres* », a-t-il insisté.

L'écologie comme facteur de bureaucratie et frein à la productivité

De nombreuses voix ont critiqué « l'écologisation » de la PAC dans la proposition de la Commission européenne : 7 % des terres agricoles devront être réservées dans un but écologique. M. De Castro craint que la proposition entraîne encore plus de bureaucratie.

Les mesures proposées vont « *diminuer la production au lieu de la promouvoir* », a-t-il ajouté. « *Je ne pense pas qu'elles soient la meilleure solution pour augmenter le potentiel de l'agriculture européenne car nous avons besoin de produire plus de nourriture, et d'une manière durable, pour le futur* ».

Il estime que la PAC devrait être plus flexible. « *Avec 27 Etats membres et 27 différentes agricultures, ce n'est pas possible d'appliquer les règles de la même manière. Premièrement, quelques pays ont besoin de plus de temps pour mettre en place les taux forfaitaires. La Commission ne prend pas en considération le fait que la situation varie en fonction des pays. Deuxièmement, il a un problème avec les mesures relatives au marché; nous avons proposé dans une résolution l'introduction de nouveaux outils qui ne sont pas inscrits dans la proposition* ».

Une distribution plus équitable entre l'Ouest et l'Est

M. De Castro a expliqué qu'équilibrer les points de vue des anciens et des nouveaux Etats membres était difficile. Pour que les discussions avancent, il faut que chaque côté fasse des compromis. « *Les nouveaux Etats membres veulent une répartition plus équitable et je suis d'accord avec eux. Nous voulons accélérer la répartition budgétaire dans les 20-25 ans à venir. Cependant nous devons en même temps maintenir le budget en équilibre* ».

Le Parlement jouera un grand rôle dans les négociations

Article

Historiquement le Parlement avait une influence limitée sur la politique agricole, mais avec l'entrée en force du traité de Lisbonne, les choses ont changé. « *Avant, le Parlement ne faisait que donner son opinion. C'étaient les ministres de l'agriculture qui prenaient les décisions. Aujourd'hui, le Parlement a le même pouvoir que le Conseil de l'UE, ainsi il faut que nous travaillions tous ensemble. Sans accord de la part du Parlement, aucune réforme de passera* ».

Le 7 novembre dernier, pour la première fois les 27 ministres de l'agriculture et les membres de la commission de l'agriculture ont discuté ensemble des perspectives d'avenir de la PAC. M. De Castro a défini cette rencontre comme « *très importante* » car elle a ouvert la voie à une meilleure compréhension des deux visions des institutions.

L'interview a été réalisée en anglais.